

# Éditorial

## 2017 en Russie

*Béatrice Giblin*

La date de parution de ce numéro, cent ans après la révolution d'octobre 1917, ne doit bien sûr rien au hasard. *Hérodote* s'intéresse depuis longtemps à la Russie et ce, avant même la disparition de l'URSS puisque le numéro *Les Marches de la Russie* a été publié en 1989, quelques mois avant même la chute du mur de Berlin. Il suivait une *Géopolitique de l'URSS* publiée en 1987, puis ce fut *Cela s'appelait l'URSS* en 1992. Trois numéros en cinq ans sur la Russie, c'est exceptionnel, mais l'effondrement de l'URSS l'était aussi et nécessitait des analyses géopolitiques nouvelles, les kremlinologues se trouvant démunis devant un tel bouleversement. Il est vrai qu'il était difficilement prévisible. En effet, pour la première fois dans l'histoire, un empire disparaissait car le centre décidait de faire sécession. Yves Lacoste parle de «l'étrange fin d'un empire» [1992] qui n'a rien à voir avec celle des grands empires coloniaux liée aux mouvements d'indépendance des peuples colonisés. Hélène Carrère d'Encausse, qui avait écrit en 1978 *L'Empire éclaté : la révolte des nations en URSS*, reconnaissait qu'elle n'avait jamais imaginé un tel scénario.

Selon Lacoste, on peut faire l'hypothèse que le déclenchement de la disparition de l'Empire soviétique est dû à la rivalité entre Gorbatchev et Eltsine qui profita de l'échec du putsch (19 août 1991) pour prendre l'avantage sur Gorbatchev devenu impopulaire à cause de la gravité de la situation économique. Celle-ci ne s'améliora pas dans les années qui suivirent la disparition de l'URSS, décidée – comme l'écrit Lacoste – à la sauvette en décembre 1991. La *nomenklatura* communiste s'appropriera les entreprises des secteurs économiques les plus profitables pour s'enrichir et former un groupe très puissant tant sur le plan économique que politique, les célèbres oligarques.

*Hérodote*, n° 166-167, La Découverte, 3<sup>e</sup> trimestre 2017.

Puis nous avons repris le temps de voir la situation géopolitique russe se stabiliser au cours des deux premiers mandats de Vladimir Poutine, mais les changements étaient suffisamment importants pour que nous décidions d'y consacrer deux numéros : *La Russie dix ans après*, en 2002, et *Géopolitique de la Russie*, en 2010.

En 2017, plusieurs des questions géopolitiques soulevées dans ces numéros restent d'actualité : les rapports de la Russie avec son étranger proche, en particulier l'Ukraine, mais aussi la Géorgie, avec laquelle les tensions ne sont pas résolues depuis 2008, les États baltes qui restent sur leurs gardes vis-à-vis de leur grand voisin, les républiques du Caucase – Tchétchénie, Daghestan, Ingouchie –, qui sont des républiques fédérées de la Russie, stabilisées aujourd'hui mais où la menace islamiste continue d'inquiéter le pouvoir russe, ainsi que la question du rôle exact de la Russie sur le plan international. Les commentateurs sont nombreux à dire qu'avec l'intervention russe en Syrie, ce grand pays a retrouvé la place qui est historiquement la sienne parmi ceux avec qui il faut compter.

Quels sont les problèmes géopolitiques que pose la Russie au monde et quels sont ceux qui se posent à elle-même ? C'est à ces questions compliquées que ce numéro double tente partiellement de répondre.

### **La Russie et les deux grandes puissances**

L'élection de Donald Trump a pu sembler être une bonne nouvelle pour Vladimir Poutine – il se dit même qu'il aurait aidé à son élection par le biais des réseaux sociaux, ce dont le chef d'État de la Russie se défend en disant qu'il s'agit de billevesées occidentales qui traduisent la volonté des Occidentaux de faire de la Russie un danger pour leurs démocraties. Il n'est d'ailleurs sans doute pas totalement fâché de cette accusation qui redonne à la Russie quelque puissance aux yeux de certains Américains puisqu'ils lui accordent le pouvoir de peser sur l'élection de leur chef d'État. En vérité, les relations entre les deux chefs d'État se sont vite tendues et ce pour au moins deux raisons. La première est l'Iran car, pour Donald Trump, c'est un ennemi de l'Occident. Aussi prend-il le contre-pied de la politique d'ouverture de son prédécesseur, Barack Obama, en maintenant sur ce pays une partie des sanctions économiques qui auraient dû être levées à la suite de l'accord sur le nucléaire. La seconde est le soutien de la Russie au régime de Bachar el-Assad, au nom de la non-ingérence des puissances étrangères dans les affaires intérieures d'un État – position similaire à celle des dirigeants chinois qui, toutefois, se gardent bien d'envoyer des troupes chinoises combattre en Syrie. Est-ce pour autant le retour de la guerre froide entre les États-Unis et la Russie ? Non, car les dirigeants américains savent que la puissance militaire

russe n'a plus rien de comparable avec celle de l'Union soviétique, tandis que la puissance de leur armée est telle que les Américains n'ont guère de raison de craindre la Russie. En 2016, le budget de la défense russe atteignait 69,2 milliards de dollars, 5,9% de plus qu'en 2015, soit 5,3% de son PIB, selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Spiri). Comparé à leur budget de la défense (596 milliards de dollars soit 3,3% du PIB), il n'a vraiment rien de préoccupant pour les Américains. D'ailleurs, lors de l'attaque au gaz neurotoxique de type sarin le 4 avril 2017 par l'armée syrienne, confirmée par un rapport des renseignements français, la riposte des Américains fut rapide: cinquante-neuf missiles tomawak furent tirés sur la base aérienne de Shayrat, car « associée au programme » syrien d'armes chimiques, elle était jugée « directement liée aux événements ». Visiblement, Donald Trump et le Pentagone ne craignaient pas une réaction russe. Si les dirigeants américains agitent la menace russe, c'est pour des raisons de géopolitique interne: un ennemi, même virtuel, est toujours utile pour souder la nation, surtout l'ennemi russe qui fut pendant les années de la guerre froide l'ennemi majeur.

À l'est de la Russie, pour l'autre « grand » qu'est désormais la Chine, la Russie ne suscite aucune crainte. D'une part, les deux puissances ont conclu en 1996 un partenariat stratégique, signé un traité d'amitié en 2001, et réglé leurs conflits territoriaux en 2004. Enfin, l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), fondée en 2001, renforce leur alliance en matière de sécurité, ajoutons que les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale en font partie et, depuis le 9 juin 2017, l'Inde et le Pakistan. La Chine et la Russie partagent un même objectif: limiter la présence américaine en Asie centrale (fermeture des bases aériennes américaines en Ouzbékistan et au Kirghizistan en 2005), en Afghanistan et même au Moyen-Orient.

En outre, face au poids démographique et économique de la Chine, la Russie ne pèse guère, et les besoins en hydrocarbures de la Chine ne suffisent pas à rééquilibrer le rapport de forces économique qui, à terme, promet d'être encore plus déséquilibré. En effet, le projet de Xi-Jinping de construire de nouvelles routes de la soie [en Asie centrale et en Asie du Sud-Est], « projet titanesque de près de 1 000 milliards de dollars, que d'aucuns considèrent comme l'expression d'une volonté hégémonique déguisée » (*Le Monde*, 15 mai 2017), risque fort d'assujettir les républiques d'Asie centrale, et d'entraîner quelques tensions au sein de l'alliance russo-chinoise.

## L'Europe et la Russie

C'est donc en Europe que la politique de Vladimir Poutine inquiète. Mais est-elle vraiment aussi dangereuse pour la paix en Europe que certains Européens l'affirment ? Ils prennent l'exemple des États baltes, où le prétexte de la défense des minorités russes présentes surtout en Estonie et en Lettonie pourrait conduire à une intervention russe comparable à celle de l'Ukraine. On peut fortement en douter, grâce à leur intégration dans l'OTAN. Rappelons que l'article 5 du traité de l'Atlantique nord stipule clairement que toute attaque armée de l'un de ses membres entraîne si nécessaire l'engagement des forces armées pour rétablir la sécurité de l'ensemble de l'Atlantique nord. Cet engagement a été réaffirmé par Donald Trump en juin 2017, rassurant ainsi les Européens qui craignaient un désengagement des États-Unis de l'OTAN. Toutefois, la forte augmentation du budget militaire russe dans un contexte économique difficile, serait-elle le signe alarmant de ses intentions belliqueuses ? En vérité, on a quelque peu tendance à surévaluer la puissance militaire russe. Il est incontestable que, depuis l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir, l'armée russe a retrouvé son efficacité<sup>1</sup>. La rébellion tchéchène est matée, l'intervention de l'armée russe en Ossétie du Sud à l'été 2008 – pour contrer l'armée géorgienne qui tentait d'en reprendre le contrôle afin de mettre fin à sa sécession en 1992 – fut un franc succès et a montré que l'OTAN ne se lancerait pas dans un affrontement avec l'armée russe pour venir au secours d'anciennes républiques soviétiques. Puis, il y eut l'annexion de la Crimée en mars 2014 sans réaction internationale autre que diplomatique et, enfin, l'intervention de l'armée russe à peine maquillée dans le Donbass ukrainien qui a entraîné les sanctions économiques de l'UE et des États-Unis. Autant d'interventions vues à juste titre comme la volonté de la Russie de contrôler, y compris par la force armée, son « étranger proche ». La détermination russe qu'incarne Vladimir Poutine s'explique selon certains analystes par le fait que les Occidentaux, principalement les Européens, ont « humilié » les Russes en ne tenant pas leur promesse de ne pas étendre l'OTAN à l'est. La promesse n'a jamais été écrite, il est donc difficile d'affirmer qu'elle n'a pas été tenue. Mais, une fois l'Allemagne réunifiée, il était évident que l'OTAN s'étendrait sur le territoire de l'ex-Allemagne de l'Est, ce qui fut fait, et ensuite bien au-delà. La situation chaotique de la Russie en cette année 1990 fit que la promesse d'une aide financière de l'Allemagne de l'Ouest suffit à faire fléchir Gorbatchev sur cette question majeure. Par la suite, les Russes ont clairement eu le sentiment de s'être fait avoir par les Américains

1. On se souvient de la débâcle qu'elle avait subie lors de la bataille de Grozny durant la première guerre de Tchétchénie en 1996.

et les Allemands. Un jeune officier du KGB était alors en poste en Allemagne de l'Est, Vladimir Poutine, qui n'a jamais accepté que la Russie soit marginalisée dans l'Europe post-guerre froide.

L'inquiétude des Européens devant la politique de Vladimir Poutine ne tient-elle pas au fait que, après l'éclatement de l'URSS, ils ont cru la Russie communiste définitivement vaincue et, qu'à terme elle se plierait aux normes politiques des démocraties occidentales ? Rappelons toutefois que cet éclatement résulta de la volonté du président de la Russie de l'époque, Boris Eltsine, de sortir de l'Empire soviétique, scénario pour le moins imprévisible car on n'a jamais vu le centre d'un empire décider de le quitter – et donc d'y mettre fin. L'Occident, c'est-à-dire les États-Unis et l'Europe, a alors cru que la Russie ne pourrait que suivre, avec retard, le modèle démocratique et d'économie libérale. C'est pourquoi on a parlé de transition, sous-entendant qu'à terme le système économique et politique serait identique à l'est et à l'ouest. Mais la brutalité des conséquences économiques et sociales de l'effondrement du système soviétique – brutalité dont les dirigeants communistes russes sont les premiers responsables – a mis nombre de Russes dans une situation de profonde détresse économique totalement imprévue. Les Occidentaux en ont été rendus responsables grâce à la propagande des dirigeants russes qui ont su jouer sur le réflexe nationaliste de la population. Ils ont accusé les Occidentaux d'avoir voulu mettre le peuple russe – dirigeants compris – à genoux, d'avoir voulu les humilier en cherchant à les affaiblir plus encore. Sur le plan international, les années 1990 ont effectivement été particulièrement humiliantes pour l'ancienne grande puissance : soutien russe à la guerre du Golfe, Eltsine étant trop faible sur le plan politique pour voter contre au Conseil de sécurité de l'ONU ; humiliation dans les Balkans où, cette fois sans mandat de l'ONU, l'OTAN bombarde la Serbie, alliée de toujours de la Russie, orthodoxie oblige ; humiliation suprême avec l'intégration des pays de l'Europe de l'Est dans l'UE et dans l'OTAN mettant ainsi les forces américaines aux portes de la Russie et, enfin, en soutenant les révolutions dites de couleur dans son étranger proche (Géorgie, Ukraine, Kirghizistan) pour l'affaiblir plus encore et tenter d'étendre le virus de ces révolutions en Russie. Les Occidentaux ont incontestablement poussé leur avantage dans les années 1990, sans prendre de gants avec leur ancien adversaire alors que les dirigeants russes se voyaient comme des partenaires à égalité avec leurs nouveaux alliés occidentaux. Ils ont assez vite compris qu'ils ne l'étaient en aucune façon. Ils avaient tout simplement perdu la guerre froide et subissaient ce qu'ils voyaient comme l'arrogance occidentale donneuse de leçons démocratiques et économiques.

La fin de la présidence de Boris Eltsine peut être qualifiée de pitoyable et, peu de temps après l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir, les Russes se sont rendu compte qu'il y avait de nouveau un vrai chef à la tête du pays. La façon dont il

## HÉRODOTE

mena la guerre en Tchétchénie en 1999-2000 et dont il fit bombarder Grozny pour écraser la rébellion en était la preuve. Puis, il y eut l'embellie des prix élevés des hydrocarbures qui lui a permis de revaloriser les retraites et les salaires, voire tout simplement de les payer. Peu de temps après son arrivée au pouvoir, il décida de mettre les oligarques russes au pas, voire en prison s'ils ne cessaient pas de vouloir interférer dans les affaires politiques et s'ils ne payaient pas leurs impôts, ce qui naturellement plut à la population. Les Russes pouvaient reprendre confiance dans l'avenir du pays, puis en être fiers à cause des interventions armées réussies dans des républiques devenues indépendantes mais qui appartenaient à l'Empire russe depuis le XVIII<sup>e</sup> ou le XIX<sup>e</sup> siècle. Ainsi, en dépit d'une situation économique à nouveau mauvaise, la popularité de Poutine reste élevée – ce qui ne signifie pas qu'il n'y ait aucune opposition.

L'usage de la force armée, le contrôle des médias, l'écrasement de l'opposition y compris par l'assassinat, le soutien militaire apporté à Bachar el-Assad qui lui a permis de se maintenir au pouvoir, son appui aux partis nationalistes antieuropéens des pays de l'UE sont autant de raisons qui justifient l'hostilité de nombreux Européens envers Poutine. Le respect des droits humains n'est assurément pas une de ses préoccupations. Mais quoi qu'il en soit, il est le chef d'État d'un très grand pays (le plus grand du monde par sa superficie), voisin de l'Europe, et surtout qui est européen. En effet, si une grande partie de son territoire est en Asie et que Poutine donne à croire que l'avenir de la Russie peut être lié à ce continent, il n'en reste pas moins que la Russie est européenne par sa culture et, depuis des siècles, liée à l'histoire de l'Europe. Si les espoirs de Poutine de voir l'Europe se disloquer s'effondrent, comme c'est probable – le Brexit n'ayant pas, du moins pour le moment, servi d'exemple – son prochain mandat pourrait être celui du rapprochement avec l'UE. En géopolitique, la lucidité n'empêche pas d'être parfois optimiste.